



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT
de la HAUTE-SAVOIE

Arrondissement d'ANNECY

SEANCE DU 28 NOVEMBRE 2019

COMMUNE
DU
GRAND-BORNAND

Membres
en exercice

19

Présents

16

Votants

16

Le 28 novembre 2019 à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune du GRAND-BORNAND, convoqué le 22 novembre 2019, s'est réuni dans la salle consulaire de la Mairie, sous la présidence de Monsieur André PERRILLAT-AMEDE, Maire.

Présents : MMES, MM. André PERRILLAT-AMEDE, Jean-Michel DELOCHE, Marie-Pierre ROBERT, Didier PERRISSIN-FABERT, Hélène FAVRE BONVIN, Gilbert FOURNIER-BIDOZ, Gabriel PERRILLAT-AMEDE, Solange MISSILLIER, Marc BOSSE, Christiane PERRIER, Henri POCHAT-BARON, Martial MISSILLIER, Madeleine DAVIET, Anne FOURNIER-BIDOZ, Bertrand PERRILLAT-AMEDE, Nicolas VULLIET.

Absents : MMES, MM. Gaëlle PERRILLAT-CHARLAZ, Laëtitia SOCQUET-CLERC, Sandrinè PERRILLAT-MONET.

M. Nicolas VULLIET, désigné par le Conseil, prend place au bureau en qualité de secrétaire.

DEL190 /2019 **OBJET : REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE :
APPROBATION DU RLP DU GRAND BORNAND**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que ce dernier a délibéré initialement le 20 mars 2013 pour prescrire la révision du règlement local de publicité (RLP). La version initiale de ce document a été approuvée en 1999 de manière commune avec les communes de Saint Jean de Sixt et de la Clusaz.

Cette procédure va permettre de :

- inscrire l'élaboration du RLP dans les réflexions globales du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en veillant à la cohérence et à la complémentarité des choix, des zonages et des règlements,
- mettre en conformité certaines dispositions du RLP avec le nouveau règlement national de publicité (RNP) suite à l'instauration de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II »,
- prendre en compte des spécificités locales que le RNP n'englobe pas ;
- prendre en compte l'évolution des matériaux intervenus depuis l'instauration du RLP de 1999.

Il rappelle ensuite de manière détaillée les objectifs poursuivis par cette procédure, tels que définis dans la délibération de prescription, ainsi que les modalités de la concertation qui ont été fixées.

Monsieur le Maire rappelle également au conseil municipal les différentes étapes de cette procédure. Il précise que cette procédure de révision du RLP a été engagée de manière conjointe à celle du PLU, s'agissant d'un document destiné à être annexé à ce dernier.

Monsieur le Maire explique qu'en l'application des dispositions de l'article L581-14-1 du Code de l'environnement, le parallélisme des procédures entre PLU et RLP a conduit l'ensemble de la révision. Aussi, selon les dispositions des articles L. 153-14, L.153-16, L. 153-17 et L. 153-19 du code de l'urbanisme, le projet du RLP a été arrêté par délibération du Conseil Municipal du 13 septembre 2018, communiqué pour avis aux personnes publiques associées et consultées, puis soumis à enquête publique conjointe avec le PLU (et les zonages d'assainissement) par arrêté municipal du 14 juin 2019.

L'enquête publique s'est déroulée du 15 Juillet 2019 au 22 Août 2019. Le Commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions motivées le 21 septembre 2019 : ses conclusions sont favorables et assorties de recommandations.

Monsieur le Maire présente ensuite les modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de RLP. Il indique que de telles modifications résultent toutes de l'enquête publique, du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, et des avis des personnes publiques associées qui ont été consultées, y compris l'avis de la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

Enfin, il précise que ces modifications ne portent pas atteinte à l'économie générale du projet et ne nécessitent pas, par conséquent, qu'une nouvelle enquête publique soit organisée.

Ces précisions étant faites, Monsieur le Maire détaille ensuite les modifications proposées, comme suit :

RAPPORT DE PRÉSENTATION	
<i>Page 23</i>	<ul style="list-style-type: none">• mise à jour des dispositions locales : ajout d'une mention « interdiction de l'aspect plastique» concernant l'emploi des matériaux
<i>Page 25</i>	<ul style="list-style-type: none">• mise à jour des dispositions locales : hauteur maximum des enseignes perpendiculaires (1m)
REGLEMENT	
<ul style="list-style-type: none">• Complément (visas, dates...) de rédaction apporté à l'arrêté municipal à prendre pour l'entrée en vigueur du RLP après approbation.• Article 6 : complément apporté concernant les mentions sur les enseignes à savoir qu'elles ne devront pas faire apparaître des informations pratiques qui pourront être affichées par panneau à l'intérieur des vitrines et devantures.• Article 7 : complément apporté concernant le fond des enseignes lumineuses, selon lequel tout aspect plastique est interdit• Article 9 : modification de la hauteur maximale des enseignes perpendiculaires ramenée à 1m	
ANNEXE 1	
<ul style="list-style-type: none">• Plan de zonage : Ajout des mentions d'entrée et sortie d'agglomération sur toutes les planches A3 concernées	

Au vu de ces éléments d'information du projet de RLP soumis à enquête, et les modifications proposées ci-dessus, mis à la disposition des conseillers avec le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur, le Conseil Municipal est invité à passer au débat puis au vote.

Au titre du débat, aucune remarque n'a été formulée.

Monsieur le Maire propose de délibérer.

Le Conseil Municipal,

SUR rapport du Monsieur le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 581-14, L 581-14-1 et R 581-72 et suivants,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 123-6 à L 123-18 et R 123-15 et suivants,

VU la délibération du 16 mai 2012 prescrivant la révision du POS en PLU et définissant les objectifs de la révision ainsi que les modalités de la concertation,

VU la délibération du 20 mars 2013 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité et définissant les modalités de la concertation,

VU la délibération du 22 mai 2014 modifiant la délibération du 20 mars 2013 concernant le comité de pilotage du RLP,

VU le parallélisme des procédures entre PLU et RLP conduisant l'ensemble de la révision, en l'application des dispositions de l'article L581-14-1 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté municipal n° ARR2018/096 du 12 mars 2018 en vigueur et annexé au présent règlement fixant les limites de l'agglomération de la Commune du GRAND-BORNAND en application de l'article R.411-2 du code de la route,

VU le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire, conformément à l'article L.103-6 du code de l'urbanisme,

VU la délibération en date du 13 septembre 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de RLP,

VU la délibération en date du 13 septembre 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU,

VU la consultation des Personnes Publiques Associées et les avis émis par ces dernières,

VU l'arrêté n°2018/323 en date du 28 novembre 2018 prescrivant l'enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme, les zonages d'assainissement collectif et non collectif, et le projet de Règlement Local de Publicité,

VU l'avis de la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, siégeant en formation dite « de la publicité », en date du 11 décembre 2018,

VU l'arrêté n°2018/341 en date du 21 décembre 2018 annulant l'organisation de l'enquête publique unique,

VU le projet de PLU modifié, notamment le rapport de présentation, les règlements graphiques et écrits, les orientations d'aménagement et de programmation, les annexes sanitaires, suite à la reprise des études sur le projet,

VU les modifications apportées à ce projet par rapport au PLU arrêté le 13 septembre 2018, modifications qui ne bouleversent pas l'économie générale du PLU arrêté,

VU la délibération en date du 21 mars 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU (second arrêté),

CONSIDERANT que le projet de RLP n'a fait l'objet d'aucune modification après son arrêt le 13 septembre 2018, et que seul le PLU a fait l'objet d'un nouvel arrêté,

VU l'arrêté municipal n°2019/188 en date du 14 Juin 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme, les zonages d'assainissement collectif et non collectif, et le projet de Règlement Local de Publicité,

VU les avis de l'Etat et des personnes publiques associées ou consultées sur le projet de RLP arrêté, suite à l'arrêt du projet de RLP au titre des articles L. 153-16 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme,

VU l'enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme, les zonages d'assainissement collectif et non collectif, et le projet de Règlement Local de Publicité qui s'est déroulée du 15 juillet 2019 au 22 août 2019,

VU le rapport et les conclusions motivées favorables (avec recommandations) du Commissaire enquêteur le 21 septembre 2019,

CONSIDERANT que les résultats de la ladite enquête publique et les avis des personnes publiques associées ou consultées nécessitent d'apporter des modifications mineures qui ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de RLP,

CONSIDERANT que le RLP de la Commune du Grand-Bornand tel qu'il est présenté au conseil municipal, en ce compris l'ensemble des modifications détaillées (et énoncées dans la présente délibération), est prêt à être approuvé conformément à l'article L581-14-1 du Code de l'environnement et l'article L.153-21 du code de l'Urbanisme,

Entendu l'exposé du Maire et après en avoir débattu, le Conseil Municipal :

DECIDE D'APPROUVER à l'unanimité le Règlement Local de Publicité de la Commune du Grand-Bornand tel qu'il est présenté au Conseil Municipal et annexé aux présentes, en ce compris l'ensemble des modifications préalablement détaillées.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre l'arrêté portant Règlement Local de la Publicité extérieure, des enseignes et des pré-enseignes sur le territoire de la Commune du Grand Bornand.

DIT que le Règlement Local de Publicité, élaboré selon une procédure conjointe à celle du PLU qui fait l'objet d'une approbation au sein de la même séance du Conseil municipal (délibération n° DEL2019/189), sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

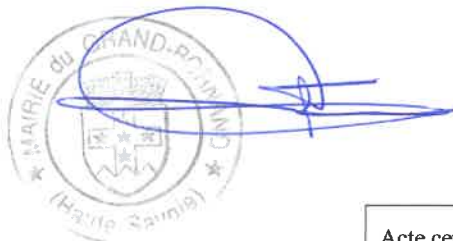
Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal local diffusé dans le département.

Chacune des formalités de publicité doit, conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, indiquer le lieu où le dossier peut être consulté.

La présente délibération produit ses effets juridiques dès sa transmission au Préfet et l'exécution de l'ensemble des formalités prévus aux articles L. 2131-1 et L.2131-2 du Code Général des collectivités territoriales, et ce, conformément à l'article L. 153-23 du Code de l'Urbanisme.

Le dossier de Règlement Local de Publicité approuvé, annexé au Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Grand-Bornand, est tenu à la disposition du public au siège de la Commune du Grand-Bornand, 21 Route du Chinaillon 74450 LE GRAND-BORNAND, aux jours et heures d'ouverture et à la Préfecture de Haute-Savoie, conformément aux articles L.153-22 du Code de l'Urbanisme. Il est également consultable en ligne sur le site internet de la mairie du Grand Bornand.

Le Maire
André PERRILLAT-AMEDE



Acte certifié exécutoire le	05/12/2019
Télétransmis en Préfecture le	30/11/2019
Notifié ou publié le	05/12/2019